



AMBASSADE DE SUISSE
AU CANADA

OTTAWA 2, Ontario , le 27 juillet 1967
5, Avenue Marlborough

Réf. :

Monsieur Willy Spühler
Conseiller fédéral
Chef du Département politique fédéral

B e r n e

en						a/a
Datum						2.8
Visa						<i>ju</i>
EPD	2. AUG. 1967					
Ref p.A. 21.31. Ottawa.						

Rapport politique no 68

La visite du Général de Gaulle au Québec

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le passage du général de Gaulle au Canada s'inscrit dans le cadre des visites des chefs d'état des pays participant à l'Exposition de Montréal. Comme on peut le penser, il avait fait l'objet d'une préparation et d'une mise au point minutieuses aussi bien du côté des autorités canadiennes fédérales et provinciales, que celui de l'Ambassade de France. Sa visite se distinguait cependant des autres sur un point important: l'invitation en avait été transmise au chef de l'état français non seulement par le Gouverneur général du Canada mais aussi, de façon indépendante, par le Premier Ministre du Québec Daniel Johnson.

Les préparatifs avaient donné lieu à une "guerre des nerfs" entre Ottawa et Québec, chacune des deux villes cherchant à s'assurer la primeur de la présence de ce visiteur de marque; l'avantage étant demeuré à la seconde, il fut décidé à Ottawa d'envoyer le gouverneur général et le chef du protocole à Québec afin d'y accueillir le Général à la descente du "Colbert", le croiseur de la marine, à bord duquel il voyageait. Remarquons d'ailleurs ici que cette façon de faire constituait un traitement privilégié comparé à celui des autres chefs d'état qui ont pénétré au Canada par un autre point que Montréal et qui n'ont pas été accueillis par les autorités fédérales avant leur arrivée à Ottawa.

Quoi qu'il en soit, la visite du Général s'annonçait sous les plus heureux auspices et il semblait qu'il n'avait plus qu'à utiliser à bon escient le capital de bonne volonté dont il disposait.

Reçu tout d'abord à Québec avec des marques d'adulation qui ont stupéfié les journalistes français qui l'accompagnaient, il entendit conspuer la Reine, ne vit pas flotter un seul drapeau canadien à la feuille d'érable dans l'envol des drapeaux français et québécois, et fut entouré constamment d'un essaim peu nombreux mais remuant et vociférant de jeunes séparatistes québécois. De Québec à Montréal, par l'historique "route du Roy", peinte tout au long de fleur de lys, il effectua un parcours triomphal (le chemin était en fait parsemé d'arcs de triomphe) qu'il émaila de sept discours dont le thème général était les progrès et l'"affranchissement" des Français du Canada. La suite de ces discours était en fait un hymne en crescendo à l'indépendance du Québec, aux accents de la Marseillaise entonnée par le Général.

Le dernier de ceux-ci, prononcé à son arrivée à Montréal du haut du balcon de l'Hôtel de Ville, fut celui qui mit le feu aux poudres, l'orateur ayant comparé son accueil triomphal à celui qui lui avait été fait en France lors de la libération, et ayant conclu par le slogan séparatiste: "Vive le Québec libre".

C'en était trop, même pour la patience presque sans limite de M. Pearson; il convoqua le lendemain mardi 25 une réunion d'urgence du cabinet des Ministres qui dura plusieurs heures et le Ministre des affaires étrangères, Paul Martin, qui accompagnait le Général pour visiter l'Exposition, fut rappelé à Ottawa. Après en avoir différé plusieurs fois la diffusion, le Premier Ministre prononça dans la soirée devant la radio et la télévision une déclaration qui fut d'autre part communiquée par courrier spécial à l'ambassade de France et dont je vous remets en annexe le texte anglais original. Vous constaterez qu'il s'agit d'une protestation en termes mesurés mais fermes contre les encouragements que le Général de Gaulle a

prodigués à la petite minorité qui cherche à détruire le Canada. Il faut bien souligner que cette déclaration ne fait que traduire, en termes que beaucoup ont jugés trop faibles, une indignation très réelle et très profonde dans le pays tout entier. Dans cette seule journée de mardi, un millier de télégrammes de protestation a été reçu par M. Pearson; le général Allard, commandant des forces armées, a refusé la participation du 22ème régiment (corps québécois qui s'est particulièrement distingué en France pendant la guerre) aux cérémonies qui devaient marquer le passage du général à Ottawa le lendemain et le Premier Ministre du Nouveau Brunswick, Louis Robichaud, où vit une minorité de 45 % de langue française, a renoncé à se rendre au déjeuner offert au Général par le maire de Montréal.

Quelques heures après que la déclaration Pearson eût été communiquée à l'Ambassade de France, celle-ci faisait à son tour savoir à M. Pearson que le Président de Gaulle ne viendrait pas à Ottawa le lendemain. Dès ce moment, le Général ignora superbement ce qui s'était passé et termina son séjour comme s'il n'avait jamais été question qu'il dût se prolonger à Ottawa. Le seul semblant d'explication qu'il consentit à donner dans son dernier discours au déjeuner du maire fut qu'à son arrivée dans le Québec il s'était produit un choc dont "ni vous ni moi ne sommes responsables". Ce fut en fin de compte au maire de Montréal, Jean Drapeau, qu'il appartint à l'issue du déjeuner d'expliquer au Général avec beaucoup de dignité et de tact que les Canadiens français sont attachés au Canada avant tout, où ils ont vécu pendant deux siècles sans appui extérieur; il releva au surplus que les Canadiens français ne vivent pas tous dans le Québec. Le "petit maire" sortit considérablement grandi de cette confrontation.

Le départ du Général, figure solitaire, montant dans le silence et l'hostilité à bord de son avion spécial, était l'image même de l'insuccès.

Les conjectures vont bon train pour chercher des explications à ce qui s'est passé; certains y voient le déclin d'un vieillard dont baissent les facultés, d'autres estiment que le Général a été mal informé et que le principal responsable en est M. Daniel Johnson dont on se rappelle le récent voyage à Paris; d'autres enfin sont d'avis que le Général de Gaulle ne se laisse pas influencer, affirment qu'il a minutieusement préparé son voyage et ses discours et qu'il est seul et unique responsable de son déroulement. Presque personne en tous cas ne pense que les choses se sont déroulées selon le scénario prévu.

Essayant pour ma part de me figurer quels objectifs le Président de Gaulle pouvait chercher à atteindre lors de cette visite, je conclus que son principal souci ne devait pas être autre que de contrecarrer autant que possible l'influence prépondérante des Etats-Unis au Canada, et ceci en s'efforçant de constituer un contre-courant vers la France. Comment a-t-il pu ne pas voir qu'il ne pouvait le faire qu'en ménageant le fédéral et même en lui faisant des avances et qu'un Canada divisé ou fractionné est condamné à être absorbé par son puissant voisin du Sud? On peut répondre que le Général, obsédé par l'idée de la grandeur de la France et de ce qui peut la grandir encore, s'est laissé emporter dans une sorte de rêve, que l'irréalité de l'accueil qu'il a reçu explique en partie, et a négligé des contingences politiques immédiates. Si c'est bien ainsi que les choses ont été, il a obtenu le résultat exactement contraire de celui qu'il cherchait: la presse canadienne dans son ensemble estime que les relations franco-canadiennes n'ont jamais été aussi mauvaises depuis 200 ans. Du côté canadien cependant, il ne fait aucun doute que l'on ne fera rien pour envenimer les choses et que l'on s'efforcera au contraire dès que possible de normaliser la situation.

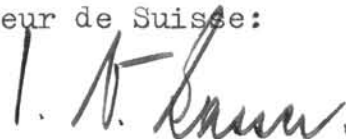
- 5 -

Le Général est parti, mais tout n'a pas encore été dit, ni d'un côté ni de l'autre de l'Atlantique. Au Canada, il est un homme qui a dû tomber de très haut: c'est Daniel Johnson, le Premier Ministre du Québec, lui qui silencieux mais souriant, a accompagné de Gaulle tout au cours de sa chevauchée québécoise. Il doit des explications à ses administrés et à l'opposition parlementaire et il devra les donner avant longtemps. D'autres situations pourraient être ébranlées: celle du Délégué Général du Québec à Paris, celle de l'Ambassadeur du Canada, qui est demeuré ici pour le moment, et celle de l'Ambassadeur de France à Ottawa; mais ce sont les Consuls généraux de France à Québec et Montréal qui paraissent destinés à être les premiers boucs émissaires. On annonce à Paris qu'à la suite de la réunion lundi du Conseil des Ministres une déclaration sera publiée qui sera rédigée par le propre Général de Gaulle pour expliquer ce qui s'est passé et se plaindre de l'affront qu'il estime avoir reçu.

Je termine ici ce rapport rédigé à la hâte au milieu des préparatifs de la visite toute proche du Vice-Président de la Confédération; je me réserve de revenir sur ce sujet le mois prochain si, comme je le pense bien, des faits nouveaux viennent à être connus.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:



✓ 1 annexe

Statement of Prime Minister Pearson

I am sure that Canadians in all parts of our country were pleased when the president of France received such a warm welcome in Quebec.

However, certain statements by the president tend to encourage the small minority of our population whose aim is to destroy Canada; and, as such, they are unacceptable to the Canadian people and its government. The people of Canada are free. Every province of Canada is free. Canadians do not need to be liberated. Indeed, many thousands of Canadians gave their lives in two world wars in the liberation of France and other European countries.

Canada will remain united and will reject any effort to destroy her unity.

Canada has always had a special relationship with France, the motherland of so many of her citizens. We attach the greatest importance to our friendship with the French people.

It has been, and remains, the strong purpose of the government of Canada to foster that friendship. I hope that my discussions later this week with Gen. de Gaulle will demonstrate ~~that~~ this purpose is one which he shares.